

Chapitre 5 : Dispositions diverses et finales

Article 8 : Les décisions de la commission de réforme ne sont susceptibles d'aucun recours administratif.

Article 9 : Les frais de fonctionnement de la commission de réforme sont imputables au budget de l'Etat.

Les fonctions de membre de la commission de réforme sont gratuites. Toutefois, les membres peuvent bénéficier de facilités de travail au cours des sessions.

Article 10 : Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistré et publié au Journal officiel de la République du Congo.

Fait à Brazzaville, le 12 juin 2012

Par le Président de la République,

Denis SASSOU-N'GUESSO

Le ministre de la fonction publique
et de la réforme de l'Etat,

Guy Brice Parfait KOLELAS

Le ministre des finances, du budget

et du portefeuille public,

Gilbert ONDONGO

Décret n° 2012-713 du 12 juin 2012 fixant
l'organisation et le fonctionnement de la commission
administrative paritaire

Le Président de la République,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 21-89 du 14 novembre 1989 portant
refonte du statut général de la fonction publique ;

Vu le décret n° 62-429 du 29 décembre 1962 organi-
sant les commissions administratives paritaires ;

Vu le décret n° 2003-116 du 7 juillet 2003 relatif aux
attributions du ministre de la fonction publique et de
la réforme de l'Etat ;

Vu le décret n° 2003-174 du 8 août 2003 portant
organisation du ministère de la fonction publique et
de la réforme de l'Etat ;

Vu le décret n° 2003-326 du 19 décembre 2003 rela-
tif à l'exercice du pouvoir réglementaire ;

Vu le décret n° 2011-558 du 17 août 2011 portant
nomination de nouveaux ministres et fixant la com-
position du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2011-737 du 12 décembre 2011 modi-
fiant la composition du Gouvernement.

En Conseil des ministres,

Décète :

TITRE I : DISPOSITION GENERALE

Article premier : Le présent décret fixe, conformément

aux dispositions de l'article 21 de la loi n° 21-89 du 14
novembre 1989 susvisée, l'organisation et le fonction-
nement de la commission administrative paritaire.

TITRE II : DE L'ORGANISATION

Article 2 : La commission administrative paritaire est
l'organe chargé d'examiner les questions relatives à la
carrière des fonctionnaires, aux conditions de travail,
à l'hygiène et à la sécurité sociale.

Article 3 : La commission administrative paritaire com-
prend deux commissions :

- la commission administrative paritaire au niveau
central ;
- la commission administrative paritaire au niveau
départemental.

Chapitre 1 : De la commission administrative paritaire au niveau central

Article 4 : La commission administrative paritaire au
niveau central siège en matière de carrière administra-
tive des agents civils de l'Etat et en matière sociale, de
sécurité et de santé au travail.

Section 1 : De la commission paritaire siégeant en matière de carrière administrative des agents civils de l'Etat

Article 5 : Composée en nombre égal des représentants
de l'administration et des représentants des tra-
vailleurs, la commission administrative paritaire, sié-
geant en matière de carrière administrative des agents
civils de l'Etat, est structurée comme suit :

- président : le directeur général de la fonction
publique ;
- vice-président : le directeur général de l'administra-
tion concernée ;
- secrétaire : le directeur administratif et financier de
l'administration concernée ;

membres :

- un représentant de la direction générale du budget;
- un représentant de la direction générale du contr-
ôle budgétaire ;
- le directeur de la gestion des carrières administra-
tives à la direction générale de la fonction publique;
- le directeur des affaires juridiques ;
- le chef de service des avancements ;
- le délégué de la fonction publique auprès de l'ad-
ministration concernée ;
- le chef de service du personnel de l'administration
concernée ;
- neuf représentants des syndicats des travailleurs
les plus représentatifs.

Section 2 : De la commission paritaire siégeant en matière sociale, de sécurité et de santé au travail

Article 6 : Composée en nombre égal des représen-
tants de l'administration et des représentants des

travailleurs, la commission administrative paritaire, siégeant en matière sociale, de sécurité et de santé au travail, est structurée comme suit :

- président : le directeur général de la fonction publique ;
- vice-président : le directeur général de l'administration concernée ;
- secrétaire : le directeur administratif et financier de l'administration concernée ;

membres :

- un représentant de la direction générale du travail ;
- un représentant de la direction générale de l'hygiène ;
- un représentant de la direction générale de l'environnement ;
- un représentant de la direction générale de la santé ;
- le directeur de l'organisation et de la restructuration de l'administration à la direction générale de la réforme de l'Etat ;
- un représentant de la direction générale des affaires sociales ;
- un inspecteur du travail ;
- neuf représentants des syndicats des travailleurs les plus représentatifs.

Chapitre 2 : De la commission administrative paritaire au niveau départemental

Article 7 : La commission administrative paritaire au niveau départemental siège en matière de carrière administrative des agents civils de l'Etat et en matière sociale, de sécurité et de santé au travail.

Section 1 : De la commission paritaire départementale siégeant en matière de carrière administrative des agents civils de l'Etat

Article 8 : Composée en nombre égal des représentants de l'administration et des représentants des travailleurs, la commission administrative paritaire, siégeant en matière de carrière administrative des agents civils de l'Etat, est structurée comme suit :

- président : le directeur général de la fonction publique ;
- vice-président : le directeur de la gestion des carrières administratives ;
- secrétaire : le directeur départemental de la fonction publique ;

membres :

- le directeur départemental de l'administration concernée ;
- le directeur départemental du budget ;
- le directeur départemental du contrôle budgétaire ;
- le chef de service de la gestion des carrières administratives de la direction départementale de la fonction publique ;
- le chef de service du personnel de la direction départementale concernée ;
- le chef de service des études à la direction

générale de la fonction publique ;

- le chef de service de la législation et de la réglementation à la direction générale de la réforme de l'Etat ;
- neuf représentants des syndicats des travailleurs les plus représentatifs.

Section 2 : De la commission paritaire départementale siégeant en matière sociale, de sécurité et de santé au travail

Article 9 : Composée en nombre égal des représentants de l'administration et des représentants des travailleurs, la commission administrative paritaire, siégeant en matière sociale, de sécurité et de santé au travail, est structurée comme suit :

- président : le directeur général de la réforme de l'Etat ;
- vice-président : le directeur de la gestion des carrières administratives ;
- secrétaire : le directeur départemental de la fonction publique ;

membres :

- le directeur départemental de l'administration concernée ;
- le directeur départemental du travail ;
- le directeur départemental de l'hygiène ;
- le directeur départemental de l'environnement ;
- le directeur départemental de la santé ;
- le directeur départemental des affaires sociales ;
- un inspecteur du travail ;
- neuf représentants des syndicats des travailleurs les plus représentatifs.

TITRE III : DU FONCTIONNEMENT

Article 10 : La commission administrative paritaire se réunit une fois par an sur convocation de son président.

Toutefois, elle peut être convoquée en séance extraordinaire à la demande expresse des deux tiers de ses membres ou à l'initiative de son président.

Article 11 : La convocation indique l'ordre du jour de la séance. Elle est accompagnée d'une documentation préparatoire.

La convocation et la documentation doivent être adressées aux membres de la commission dix jours au moins avant la date d'ouverture de la séance.

Article 12 : Les séances de la commission administrative paritaire ne sont pas publiques.

Les membres sont tenus au secret professionnel quant aux faits et documents portés à leur connaissance.

Article 13 : La commission administrative paritaire ne délibère valablement que si les trois quarts au moins de ses membres sont présents.

Article 14 : La commission administrative paritaire adopte ses décisions à la majorité des membres présents. Le vote a lieu à main levée.

En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

Article 15 : Les décisions de chaque commission administrative paritaire font l'objet d'un procès-verbal dûment signé par tous les membres présents et transmis au haut comité de la fonction publique et à la direction générale de la fonction publique.

TITRE IV : DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

Article 16 : Le cumul de la qualité de représentant de l'administration et de représentant des travailleurs est proscrit.

Article 17: Le président de la commission administrative paritaire peut, à titre consultatif, faire appel à toute personne ressource.

Article 18 : Les fonctions de membre de la commission administrative paritaire sont gratuites. Toutefois, les membres peuvent bénéficier de facilités de travail au cours des sessions.

Article 19 : Les frais de fonctionnement de la commission administrative paritaire sont à la charge du budget de l'Etat.

Article 20 : Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistré et publié au Journal officiel de la République du Congo.

Fait à Brazzaville, le 12 juin 2012

Par le Président de la République,

Denis SASSOU-N'GUESSO

Le ministre de la fonction publique
et de la réforme de l'Etat,

Guy Brice Parfait KOLELAS

Le ministre des finances, du budget
et du portefeuille public,

Gilbert ONDONGO

Décret n° 2012-714 du 12 juin 2012 fixant les attributions, la composition et le fonctionnement de la commission d'équivalence administrative des diplômes

Le Président de la République,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 68-202 du 22 juillet 1968 portant création d'une commission des niveaux de recrutement dans la fonction publique ;

Vu la loi n° 21-89 du 14 novembre 1989 portant

refonte du statut général de la fonction publique ;
Vu le décret n° 74-458 du 28 décembre 1974 portant création du comité interministériel chargé d'approuver les procès-verbaux de la commission des niveaux de recrutement dans la fonction publique ;
Vu le décret n° 2003-174 du 8 août 2003 portant organisation du ministère de la fonction publique et de la réforme de l'Etat ;
Vu le décret n° 2003-326 du 19 décembre 2003 relatif à l'exercice du pouvoir réglementaire ;
Vu le écret n° 2011-558 du 17 août 2011 portant nomination de nouveaux ministres et fixant la composition du Gouvernement ;
Vu le décret n° 2011-737 du 12 décembre 2011 modifiant la composition du Gouvernement.

En Conseil des ministres,

Décète :

Chapitre 1: Disposition générale

Article premier : Le présent décret fixe, conformément aux dispositions de l'article 23 de la loi n° 21-89 du 14 novembre 1989 susvisée, les attributions, la composition et le fonctionnement de la commission d'équivalence administrative des diplômes.

Chapitre 2 : Des attributions

Article 2 : La commission d'équivalence administrative des diplômes est chargée, notamment, de :

- donner des avis pour chaque niveau de qualification exigé pour l'accès aux différents corps de l'administration ;
- arrêter la liste des titres et diplômes reconnus par l'Etat ou reconnus équivalents, avec mention des établissements habilités à les décerner ;
- déterminer les grades auxquels les titres et diplômes reconnus par l'Etat ou reconnus équivalents sont susceptibles de donner droit dans la fonction publique.

Chapitre 3 : De la composition

Article 3 : La commission d'équivalence administrative des diplômes est composée ainsi qu'il suit :

président : le ministre chargé de la fonction publique;
vice-président : le ministre chargé de l'enseignement supérieur ; secrétaire : le directeur général de la fonction publique ;

membres :

- un représentant de la Présidence de la République;
- un représentant du ministère en charge de l'enseignement technique et professionnel ;
- un représentant du ministère en charge de l'enseignement primaire et secondaire ;
- un représentant de l'université Marien NGOUBI ;
- le directeur général de l'enseignement supérieur ;
- le directeur général du budget ;
- le directeur général du contrôle budgétaire ;